



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
HAUTE-NORMANDIE**

Service Risques

Arrêté du 21 OCT. 2014

mettant à jour le classement de la société BACHELET BONNEFOND implantée sur la commune de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE et portant sur les prescriptions complémentaires relatives à la directive IED

**LE PRÉFET DE LA RÉGION HAUTE-NORMANDIE, PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

- Vu la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relatives aux émissions industrielles (IED) ;
- Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R. 513-1, R. 516-1 à R. 516-6 et R. 515-58 à R. 515-84 ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiées à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu les décrets n° 2009-1341 du 29 octobre 2009, n° 2010-369 du 13 avril 2010, n° 2010-875 du 26 juillet 2010 et n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées susvisée ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2013-374 du 02/05/13 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 autorisant LES ETABLISSEMENTS BACHELET S.A. à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE ;
- Vu la demande du bénéfice de l'antériorité déposée par l'exploitant le 12 avril 2011 ;
- Vu la déclaration du changement d'exploitant du 14 mars 2013 informant M. le Préfet de Seine-Maritime de la reprise d'exploitation des installations sises sur la commune de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE par la société BACHELET BONNEFOND anciennement exploitées par LES ETABLISSEMENTS BACHELET SA ;
- Vu la demande du bénéfice de l'antériorité déposée par l'exploitant le 30 octobre 2013 suite à la parution du décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 qui a modifié la nomenclature en transposant le chapitre II de la directive européenne 2010/75/EU relative aux émissions industrielles dite directive "IED" en droit français ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 juillet 2014 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 9 septembre 2014 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 11 septembre 2014.
- Considérant que les décrets n° 2009-1341 du 29 octobre 2009 et n° 2010-369 du 13 avril 2010 ont modifié la nomenclature en réformant notamment les rubriques associées aux activités de traitement de déchets ;
- Considérant que le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 a modifié la nomenclature en transposant le chapitre II de la directive européenne 2010/75/EU relative aux émissions industrielles dite directive "IED" en droit français ;
- Considérant que LES ETABLISSEMENTS BACHELET S.A. sont autorisés, par arrêté préfectoral du 10 août 2004, à exploiter un centre de transit de déchets industriels banals et de déchets industriels spéciaux sur la commune de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE ;
- Considérant que la société BACHELET BONNEFOND a informé M. le Préfet de Seine-maritime du changement d'exploitant en charge de l'exploitation du centre de transit de déchets industriels banals et de déchets industriels spéciaux sur la commune de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE par courrier du 14 mars 2013 ;
- Considérant que ledit arrêté précise en son chapitre 1.2 des prescriptions annexes les rubriques de la nomenclature associées aux activités répertoriées dans l'établissement de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE ;

- Considérant que lesdites rubriques sont affectées par les modifications introduites par les décrets n° 2009-1341 du 29 octobre 2009, n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n° 2013-375 du 2 mai 2013 en particulier par la création des rubriques 2790,2791, 2718 et 3510 ;
- Considérant que le décret n° 2013-374 du 02/05/13 susvisé indique les dispositions spécifiques à prévoir au sein de l'arrêté préfectoral d'autorisation, les conditions du réexamen périodique de autorisations, les particularités de la procédure de mise à l'arrêt définitif ainsi que les modalités de consultation lors des réexamens.
- Considérant que l'étendue de ces modifications rend nécessaire l'actualisation de la liste des rubriques visées au chapitre 1.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 et la prise de nouvelles prescriptions ;
- Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'instruction peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} -

La société BACHELET BONNEFOND dont le siège social est situé à 12, rue de l'Ancienne Mare – 76140 LE PETIT-QUEVILLY est tenue de respecter, pour ses installations implantées au Chemin de Villers sur le territoire de la commune de SAINT-PIERRE DE VARENCEVILLE, les dispositions annexées au présent arrêté préfectoral qui vise :

- à mettre à jour la situation administrative du site autorisé par arrêté préfectoral du 10 août 2004. La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est définie à l'article 1 annexé au présent arrêté ;
- à mettre en adéquation les prescriptions définissant les conditions d'exploitation avec la réglementation « IED » dorénavant applicable aux installations du site.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs, notamment l'arrêté préfectoral en date du 10 août 2004 sont complétées par celles annexées au présent arrêté.

En outre, l'exploitant doit se conformer aux dispositions du code du travail et notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-144, et aux textes pris pour leur application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 -

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut l'objet, indépendamment de sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 4 -

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant fait la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-74 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 5 -

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers à compter du jour de sa publication.

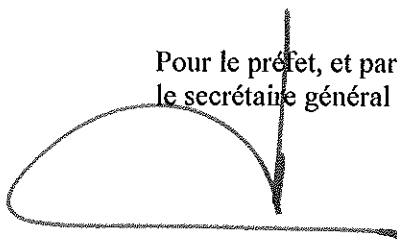
Article 6 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le maire de la commune de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont copie est affichée pendant une durée minimum d'un mois aux portes de la mairie de SAINT-PIERRE DE VARENGEVILLE.

Un avis est inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Fait à ROUEN, le 21 OCT. 2014

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'E' followed by a horizontal line and a small vertical stroke at the end.

Éric MAIRE

TITRE 1 MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS ANNEXÉES À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 10 AOÛT 2004

ARTICLE 1.1 NATURE DES INSTALLATIONS

Le Chapitre 1.2 « Liste des installations » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 2004 susvisé, listant les rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles est soumis la société BACHELET BONNEFOND, dont le siège social est situé à LE PETIT-QUEVILLY, est modifié comme suit :

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Régime
<u>3550</u>	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Capacité > 50 t	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719	1 cuve de 30 m ³ (déchets gras de STEP) + 1 citerne roulante de 41 m ³ + 1 alvéole de 8 m ³ (sables et boues hydrocarburées) + 1 cuve de 30 m ³ (stockage exceptionnel de déchets polluants issus d'accident de la circulation) + 2 bennes de 7 m ³ (sables hydrocarburées) Capacité : 123 t	A
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782	Déshydratation de déchet type fosse septique et matière de vidange Capacité : 5 t/j	DC
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	3 cuves de 30 m ³ (graisses, matières de vidanges, sables et sédiments de curage) + 3 alvéoles de 8 m ³ (boues de curage et sables de balayeuse) + 300 m ³ (boues de curage, matières de vidange et sables de balayeuses) Capacité : 414 m ³	DC
2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. réparation et entretien de véhicules à moteur	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur Surface : 750 m ²	NC

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 21 OCT. 2014

ROUEN, le : 21 OCT. 2014

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Erie MAIRE

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Régime
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés) 2. stockage de liquide inflammables visés à la rubrique 1430	1 cuve à fuel de 10 m ³ + 1 cuve à gasoil de 20 m ³ Capacité : 30 m ³ (réel) soit $C_{tq} = 6 \text{ m}^3$	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs	1 pompe pour la distribution de gasoil + 1 pompe pour la distribution du fuel Capacité : 230 m ³ /an distribué	NC

L'établissement BACHELET BONNEFOND est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour ses activités de :

- «Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte »

La rubrique soulignée (3550) désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R. 515-61 du Code de l'environnement.

Le BREF applicable, associé à cette rubrique, est le BREF WT « Traitement des déchets (août 2006) ».

ARTICLE 1.2 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Le chapitre 6.3 « Annulation – Déchéance - Cessation d'activité » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 2004 susvisé est modifié comme suit:

ARTICLE 1.2.1.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

De plus, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

En vu de cette remise en état, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au troisièmement du I de l'article R. 515-59 même si l'arrêt ne libère pas de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage.

L'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures nécessaires pour cette remise en état.

ARTICLE 1.3 DOSSIER DE MISE EN CONFORMITÉ

Conformément à l'article R. 515-82 du code de l'environnement, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un dossier de mise en conformité de l'établissement dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-72 du code de l'environnement 6 mois après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 1.4 RAPPORT DE BASE

Conformément à l'article L. 515-30 du code de l'environnement, l'état du site d'implantation de l'installation est décrit dans un rapport de base établi par l'exploitant.

Le premier rapport de base, dont le contenu est précisé à l'article R. 515-59 du code de l'environnement, sera transmis à l'inspection des installations classées 6 mois après notification du présent arrêté.

ARTICLE 1.5 RÉEXAMEN PÉRIODIQUE DES CONDITIONS D'AUTORISATION

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement des déchets (BREF WT), conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.1.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°).

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R. 515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du Code de l'environnement et selon les modalités des articles R. 515-76 ou R. 515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

ARTICLE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

Sont ajoutées aux prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 2004 susvisé des prescriptions – relatives aux garanties financières pour la mise en sécurité du site – comme suit :

ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les installations de l'établissement visées à l'article 1.1 du présent arrêté sont concernées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Par application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 *relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesure de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines*, le montant des garanties financières calculé est inférieur au seuil libératoire de 75 000 € exonérant ainsi l'exploitant de toute obligation de les constituer suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 *relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement*.

ARTICLE 1.6.3. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est à réviser suivant les modalités de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 précité lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2004.

Le cas échéant, la production d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires définit les modalités de constitution des garanties financières à observer par l'exploitant.